

ESQUISSES DE LA REVOLUTION ⁽¹⁾

par J.H. Pestalozzi

"Eh oui, tout irait bien si le nouveau gouvernement ne voulait pas abolir la religion !" Ainsi s'exclamait, lors d'une assemblée de village, un homme qui aimait depuis toujours la liberté mais ne pouvait absolument pas accepter le nouvel ordre des choses.

Sérieux et mécontents, les paysans se tenaient autour de lui, et l'un d'eux déclara : "- Non, cela nous ne l'acceptons point; tout ce qui concerne le temporel, passe encore; mais, en ce qui concerne l'éternel, non, ne les laissons pas faire selon leur envie."

Comme la fumée qui monte dans la cheminée et tourbillonne dans les airs, cette opinion montait et tourbillonnait dans les têtes des paysans.

Tous étaient d'accord, sauf un qui secouait la tête et ne disait rien.

⁽¹⁾ Voici comment J. Guillaume décrit la courte existence du *Journal du peuple helvétique*, encore dit *Gazette helvétique populaire*, dont Philippe Albert Stapfer confia la rédaction à Pestalozzi : "Le Directoire helvétique avait décidé la création d'un journal hebdomadaire populaire, destiné à défendre les principes de la révolution; Pestalozzi demanda et obtint d'en devenir le rédacteur; on lui adjoignit des collaborateurs distingués, tels que Lavater, J.-H. Füssli, Fischer, etc. Sa nomination est du 20 août 1798. Le premier numéro parut le 8 septembre, sous le titre de *Helvetisches Volksblatt*. Le journal vécut jusqu'à la fin de février 1799, époque où il fut supprimé par le Directoire comme 'ne répondant pas au but pour lequel il avait été créé' : à ce moment, Pestalozzi avait cessé depuis trois mois déjà (depuis le 7 décembre, jour de son départ pour Stans) de s'occuper de sa rédaction." (J. Guillaume, *Pestalozzi, étude biographique*, Paris, Hachette, 1890, p. 128). Les *Esquisses de la Révolution* paraissent dans les trois premières livraisons de cette publication.

Le texte allemand des *Revolutionsskizzen* se trouve in *Sämtliche Werke* (Bd 12, *Schriften aus der Zeit von 1797-1799*), Berlin-Leipzig, Walter de Gruyter & Co, 1938, pp. 359 et suivantes.

"Mais qu'est-ce qui te prend avec tes airs d'intendant ⁽²⁾, devant lequel on ne lève pas son chapeau ?" disaient les paysans.

"Est-il encore permis de se taire ?" répondit l'homme.

"Mais il est aussi permis de demander pourquoi on se tait" répliquèrent les paysans.

Christophe : Oui, voilà : votre façon d'agir et vos protestations ne me plaisent pas.

Les paysans : Pourquoi ? Pourquoi ?

Christophe : En tout cas, les boeufs ont plus de chance que nous. Ceux qui les attèlent ne les mettent sous le joug qu'aux cornes et au cou. Tandis que nous, paysans, on n'est pas seulement sous le joug physiquement, mais encore moralement.

Les paysans : Quels mots impertinents !

Christophe : Comme vous voulez; mais notre destin est bel et bien d'être toujours berné; et, bonnes gens, ce qui vous excite tant maintenant n'est pas vrai.

Les paysans : Oses-tu dire cela ?

Christophe : Oui je l'ose; car j'en suis sûr comme de ma vie : le nouveau gouvernement ne veut pas abolir la religion; et, plus encore, je suis sûr comme de ma vie que les personnes qui font circuler ce bruit ne pensent certainement pas à la religion, elles pensent au contraire à tout autre chose; et la plupart d'entre elles savent très bien que cette rumeur n'est pas vraie !

⁽²⁾ *Intendant* : "officier public de rang plus ou moins élevé représentant l'autorité publique dans une commune, un district ou auprès d'établissements particuliers (intendants des couvents à Zurich par exemple, haut dignitaire membre du Conseil secret)" (Rudolf BRAUN, *Le déclin de l'Ancien Régime en Suisse. Un tableau de l'histoire économique et sociale du 18e siècle*, Lausanne-Paris, 1988, p. 263).

Les paysans : Quelle raison peuvent-ils alors avoir de répandre de tels bruits contre toute bonne foi ?

Christophe : Nous sommes humains, voisins, et il y a bien des raisons dans le monde d'agir contre la bonne foi.

Les paysans : Tu n'es jamais d'accord avec nous et nous devons toujours tout te laisser passer; nous ne le ferions pas pour quelqu'un d'autre.

Christophe : Là vous avez tort; dans tous les cas vous devriez laisser chacun dire tranquillement comme moi ce qu'il pense.

Les paysans : Là, c'est toi qui as tort; car avec toi c'est différent, tu n'as pas comme la plupart des nouveaux «discoureurs» le diable au corps; tu dis encore les mêmes prières que nous, tu chantes les mêmes psaumes et nous te trouvons chaque dimanche devant la bible; si les autres étaient avec Dieu et avec nous comme toi, alors nous serions avec eux comme avec toi.

Christophe : Là aussi vous pourriez vous tromper, voisins; si on m'avait noirci auprès de vous autant qu'on a noirci d'autres personnes, vous me prendriez également pour aussi noir qu'elles.

Les paysans : Ce n'est pas possible; mais laissons cela et dis-nous la raison pour laquelle nous pouvons faire confiance au nouveau gouvernement à propos de la religion.

Christophe : Je préfère me taire; car plus les gens qui se sont laissés tromper sont honnêtes, plus il est difficile de les faire changer d'avis; et tout ce que je pourrais jamais dire, vos têtes sont encore toutes brûlantes, cela ne servirait à rien, vous ne m'écouteriez pas !

Les paysans ne voulaient pas accepter cela. "Non, dirent-ils, même s'il est vrai que nous n'écouterions pas un autre, ce n'est pas le cas avec toi; il y a des différences entre les personnes." Quelques-uns ajoutèrent encore : "Il ne faut pas nous en vouloir

d'être méfiants envers *certaines* personnes et de ne pas être comme on le devrait toujours envers de *braves* gens."

Christophe : Vous devriez toujours rester *fidèles à vous-mêmes*, être *toujours pareils*, et par conséquent vous ne devriez pour rien au monde vous comporter d'une manière avec les uns et autrement avec les autres.

Les paysans : Au fond, maintenant, tu as bien raison.

Christophe : Dans ce cas, il est tout de même triste que vous vous trompiez à ce point vis-à-vis de la nouvelle autorité.

Les paysans : Pourquoi ?

Christophe : Vous vous permettez contre elle des mots et des agissements que vous n'auriez jamais osés contre l'ancienne dans les mêmes circonstances.

Les paysans : Par exemple ?

Christophe : Quand jadis, comme cela arrivait parfois ici et là, les dirigeants dénigraient la religion et les cultes, il ne venait à l'esprit d'aucun paysan que l'autorité voulait abolir la religion; et quand ils inspectaient les dimanches ou, plus encore, dansaient et jouaient dans les maisons des intendants, même dans les régions campagnardes où le peuple devait grandir comme le bétail dans la plus grande ignorance et dans l'abrutissement, même dans ces régions personne ne pensait à accuser le gouvernement de mauvaises intentions contre la religion.

Les paysans : Tu as raison, mais jadis on n'en parlait pas.

Christophe : Mais pourquoi donc on n'en parlait pas ?

Les paysans : C'est tout à fait évident. Du vieux gouvernement personne ne disait qu'il était illégitime, alors on lui obéissait sans se poser de questions à son sujet.

Christophe : Mais de ce gouvernement-ci on vous dit qu'il est illégitime, et c'est pour cela que vous le dénigrez ainsi.

Les paysans : D'accord, et qu'est-ce que cela peut bien faire ?

Christophe : Et pourtant, c'est du travail d'incendiaire qui pourrait bouter le feu à tous les coins de la patrie.

Les paysans : Hélas, mon Dieu c'est vraiment à craindre; mais pourquoi donc la nouvelle autorité se montre-t-elle si peu chrétienne, et pourquoi fait-elle presque proclamer au tambour qu'elle ne veut rien avoir à faire avec les choses de la religion ?

Christophe : Si au moins c'était vrai, mais il n'en est rien; ainsi avez-vous tort de ne pas agir avec le même amour et les mêmes égards pour le nouveau gouvernement que vous ne le faisiez avec l'ancien, et comme il est dans la tradition qu'agisse le fidèle et brave peuple suisse envers son gouvernement depuis Tell et Zwingli ⁽³⁾; mais tout cela, que vous cultivez avec ardeur, n'est vrai en rien; tout cela est un grand malentendu, et je n'arrive pas à comprendre comment peuvent rimer ensemble votre vieille bonté éprouvée et cette action contre votre gouvernement, basée sur le mensonge et le malentendu.

Les paysans : Quel juge sévère; mais nous pensons néanmoins qu'il vaut mieux montrer trop de zèle pour la religion et le christianisme que trop peu.

⁽³⁾ Ici se trouve cette note dans la version de langue allemande : "Pestalozzi conçoit la Révolution comme un retour à l'esprit de l'ancienne Confédération et de la Restauration. Il idéalise ces deux époques." Cette explication ne nous satisfait pas vraiment. Comment Pestalozzi, distingué par l'Assemblée Nationale française (on se souvient qu'elle le nomme, le 26 août 1792, «citoyen français» d'honneur de la Révolution française), pourrait-il ne voir dans la Révolution helvétique qu'un retour en arrière ? S'il a plusieurs fois stigmatisé les violences et horreurs consécutives aux événements français, il y discerne en même temps un nécessaire effort de transformation de la société. Dans ce texte, sans doute cherche-t-il plutôt à toucher le peuple en évoquant les figures de Tell et Zwingli, personnalités déjà idéalisées et sanctifiées.

Christophe : La bonne religion doit tout endosser. L'agitation est dans le sang des hommes, ne les rend pas plus intelligents et s'exprime sous le prétexte de servir Dieu et le christianisme.

Les paysans : Toujours plus sévère, compère !

Christophe : Le Christ n'aurait jamais agi ainsi contre un gouvernement.

Les paysans : Tu parles... il a dit bien plus violemment la vérité à son gouvernement que nous ne le pourrions et l'oserions.

Christophe : Certainement; mais supposez que Hérode et les chefs des Juifs lui aient dit, à propos des nouvelles notions de religion qu'il répandait en Judée : "Enseigne au peuple au nom de Dieu ton évangile comme tu l'entends; en vérité ton enseignement ne nous intéresse pas, car nous sommes l'autorité et ne pouvons donc faire plus que te permettre d'enseigner et prêcher en liberté; mais dans cette activité nous voulons te protéger et te défendre contre les Pharisiens et les Sadducéens et contre tous ceux qui voudraient entraver ton entreprise." Bonnes gens, croyez-vous vraiment que, si les dirigeants du gouvernement de Judée avaient ainsi parlé au Christ, il leur aurait répondu qu'*ils voulaient abolir la religion* ? Et pourtant le nouveau gouvernement n'a encore jamais parlé autrement avec vos ecclésiastiques.

Les paysans : Mais est-ce réellement vrai ? Parle-t-il ainsi avec les ecclésiastiques ?

Christophe : Je vous garantis qu'il a parlé ainsi et pas autrement avec eux.

Alors l'un d'eux sortit du groupe, tapa sur la table et dit : "Non, Christophe, tu vas trop loin; il n'y a même pas deux fois 24 heures que j'ai entendu de mes propres oreilles le beau monsieur que le gouvernement nous a imposé comme agent parler tout autrement de la religion que tu viens de nous le dire. Voisins, il l'a directement blasphémée !"

Christophe : C'est tout à fait possible ! Mais ça ne prouve rien !
Ou ce bel agent ⁽⁴⁾ vous a-t-il montré une procuration et une
délégation du gouvernement pour blasphémer en son nom ?

Les paysans : N'as-tu plus ton bon sens ?

Christophe : C'est à moi de vous le demander, à vous qui
accusez l'autorité dans son ensemble d'une chose qu'a faite un
nigaud; où que ce soit, une hirondelle ne fait pas encore le
printemps.

Les paysans : Eh, si ce n'était qu'une ! Malheureusement, il y en
a bien trop et il y a des choses qui ne sont pas justes et qui ont
été faites à plusieurs. Qu'en dis-tu ?

Christophe : Je vous demande d'abord de quelles choses il s'agit.

Les paysans : En attendant, ils ont d'abord enlevé leurs
ressources aux pasteurs.

Christophe : Vous pouvez compter qu'ils ne les laisseront pas
sans ressources.

Les paysans : Pourquoi le crois-tu ?

Christophe : Parce qu'ils ne peuvent pas se passer d'eux et que
personne ne songe à s'en passer. Alors, soyez tranquille ! On ne
laisse jamais sans revenus les gens dont on a besoin, et un
besoin urgent !

Cela leur semblait maintenant évident. L'un d'eux rit et
dit : "Bien sûr, ce fut toujours comme ça et ne changera jamais :
seigneur et demi-seigneur ne se mordent jamais bien durement,
qui se ressemble s'assemble !" D'autres dirent : "Les
ecclésiastiques ont quand même eu peur."

⁽⁴⁾ *Agent*, ou *agent national* : représentant de l'autorité exécutive dans chaque
commune, jouant le rôle de maire ou syndic; les agents étaient désignés par les
sous-préfets de districts.

Christophe : C'est naturel; qui est à son affaire quand il risque de perdre son pain ? Mais ils ne devaient tout de même pas répandre la rumeur que les autorités voulaient abolir la religion.

Les paysans : Le nôtre ne l'a pas fait; ce sont de tout autres personnes qui ont lancé et fait circuler ce bruit dans le village.

Christophe : Je le sais, notre pasteur a été très correct; il s'est bien rendu compte de ce qu'on attendait de cette rumeur; et, puisqu'il est un homme honnête, elle lui a déplu cordialement; mais d'autres y ont cru comme à l'évangile et y ont mis une énergie qui, pour le moins, n'était pas très sage.

Les paysans : Mais que veux-tu, l'homme est ainsi fait; si tu le saisis là où il a bien mal, chez toi également il cherchera l'endroit où en t'atteignant il peut te faire le plus mal.

Christophe : Eh bien, eux aussi ont excellemment trouvé cet endroit.

Les paysans : Comment cela ?

Christophe : Il n'est pas possible de faire plus de mal au nouveau gouvernement qu'avec cette calomnie.

Les paysans : Tu ne peux pourtant pas vraiment considérer cela comme une calomnie; sois gentil et accorde nous que nous avons pris pour une vache ce qui n'était en fait qu'un veau; mais les choses ne sont quand même pas comme elles le devraient. Et que dis-tu à propos de ce magnifique nouveau serment que nous avons dû prêter ⁽⁵⁾ ?

⁽⁵⁾ Texte du *Serment civique*, prescrit par l'article 24 de la Constitution de Paris : "Nous servirons la Patrie et la cause de la liberté et égalité en bons et fidèles citoyens, avec toute l'exactitude et le zèle dont nous sommes capables, et avec une juste haine contre l'anarchie et la licence." Ce texte devait être prononcé par le président de séance et les assistants, debouts tête nue, devaient répondre en levant le bras droit : «*Nous le jurons !*».

Christophe : J'aimerais bien que tous nous le tenions, et qu'il soit aussi longtemps le salut de la patrie que le serment du Grütli ⁽⁶⁾.

Les paysans : Que Dieu t'entende, Christophe ! Mais pourquoi donc n'était-il pas comme les vieux serments qui nous allaient droit au coeur ?

Christophe : A moi il m'allait droit au coeur !

Les paysans : A nous aussi d'une certaine manière, mais c'était quand même contre notre habitude, ce mot isolé «*Nous jurons*», ce bref engagement. Quelqu'un disait : "Je ne peux cacher que le mot me déplaît pour prêter serment, il est d'une brièveté militaire et a une ressemblance avec le «*Présent !*» sur la place d'exercice".

Christophe : Tais-toi, tu exagères effrontément; l'intention du gouvernement était bonne et sans arrière pensée.

Les paysans : Et quelle était cette intention ?

Christophe : De considérer qu'il y a en Suisse des citoyens de confessions différentes, et que pour cette raison les vieilles formules de serments sont différemment ressenties, et qu'avec les mots «*Nous le jurons*» la formule pouvait être acceptée par tous les groupes religieux.

Les paysans : Elle n'était acceptable pour aucun; des centaines disent que ce n'est pas un vrai serment, et quelques uns pensent même qu'ils ne doivent pas le tenir; ils prétendent que s'il n'y avait pas quelque chose de louche derrière tout cela le gouvernement n'aurait sûrement pas changé le serment.

⁽⁶⁾ Ceci renvoie bien entendu au Serment signé en 1291 par les cantons forestiers d'Uri, Schwyz et Unterwald dans la célèbre prairie du sud-est du lac des Quatre-Cantons.

Christophe : Et moi j'assure que si les autorités vous avaient jugés capables d'autant de méchanceté à leur sujet, elles n'auraient jamais changé de formule.

Les paysans : Tu leur donnes donc tort !

Christophe : Oui, je dis que le gouvernement a tort à cause de votre dureté; plus vous pensez mal et plus vous vous laissez facilement induire à l'infidélité envers votre devoir et votre patrie, plus il a tort de ne pas avoir tenu compte de vos nabitudes et de vos préjugés.

Les paysans : Tu vas toujours plus loin; penses-tu aussi que ce sont des préjugés si nous pensons qu'il faut associer le Bon Dieu au serment ?

Christophe : Non, je ne le tiens pas pour un préjugé; mais c'en est un si nous croyons que le nouveau gouvernement pense que Dieu n'a rien à y voir.

Les paysans : Pourquoi alors ne l'a-t-il pas maintenu dans le serment s'il pense qu'il est concerné ?

Christophe : Mais comme il est stupide de dire que Dieu n'y était pas ! Et comme il est stupide de prétendre que le gouvernement l'a laissé de côté ou a voulu le laisser de côté !

Les paysans : On a laissé de côté son nom !

Christophe : Quel palabre ! La présence de Dieu n'est pas liée à quatre lettres; *vous avez promis devant sa face d'être fidèle à la patrie et d'obéir aux lois* et de cela vous êtes redevable. Le gouvernement vous a demandé de promettre au nom de la patrie et là est votre devoir; vous avez prêté serment et entre honnêtes gens on n'en discute plus; ou si vous ne l'étiez pas, bien sûr ce serait alors autre chose...

Les paysans se sentaient offensés; l'un d'eux se fâcha et dit : "Voisin, ne t'en prends pas à notre honneur; comme tu l'as dit toi-même, on peut nous duper, et même nous amener à nous

emporter et à tuer par erreur un honnête homme ! Mais au fond, par Dieu, nous ne croyons pas être si mauvais; simplement, c'était bien peu réfléchir, jadis, que de choisir un fieffé coquin comme Landammann ou maintenant comme électeur ⁽⁷⁾ - je te dirais presque, Christophe, que nous sommes des bêtes seulement parce qu'on ne fait pas de nous des hommes."

Christophe : Et c'est pourtant précisément pour cela que vous dédaignez le nouveau gouvernement.

Les paysans : Pourquoi ?

Christophe : Parce qu'il veut faire plus de vous, pour que vous soyez des hommes; on n'a jamais encore autant fait jusqu'ici.

Les paysans : Alors là, maintenant tu lui fais beaucoup trop d'honneur.

Christophe : Et pourquoi ? Je vous le demande.

Les paysans : Parce que nous n'avons rien remarqué; le gouvernement nous dit bien que maintenant nous sommes tous *semblables* et pense probablement à *l'égalité entre les êtres humains*, mais il n'agit pas envers nous *en fonction de notre égalité*, ni même, ajouta un autre, *en fonction de notre humanité*.

Beaucoup prétendirent que les anciennes autorités les traitaient et les comprenaient mieux.

Christophe demanda pourquoi.

"Ne le demande donc pas" dirent les paysans, "au moins, quand elles le voulaient, elles savaient bien «se mettre à égalité», comme plus personne maintenant."

⁽⁷⁾ La nouvelle disposition prévoyait un droit de vote indirect en ce sens que le législatif était élu par les délégués cantonaux, eux-mêmes désignés par la population à raison d'un délégué pour cent bourgeois.

Christophe : Je ne suis pas d'accord avec vous.

Les paysans : Mais tu le sais très bien; si elles voulaient quelque chose de *nouveau* de nous, elles savaient toujours le présenter pour nous faire croire que *ce n'était pas nouveau* et, dans les rares cas où c'était malaisé, elles nous poursuivaient à travers baillis, sergents, et Dieu sait qui encore, pour nous expliquer sagement et gentiment que ce qu'elles voulaient de nous était bien, et très bon pour nous, même si, le plus souvent, c'était hélas bon seulement *pour elles* et non pour nous.

Christophe : Il y a quelque chose de vrai dans tout cela.

Les paysans : Et ça marchait ainsi avec les vieilles coutumes, tout le monde connaissait le train-train habituel, d'où il venait et où il allait; sur mille choses il n'y avait pas lieu de se questionner et de s'étonner. Maintenant, tout est *nouveau*, et tout a changé si vite que rien n'est mûr, on ne sait plus à quoi se fier, tout est devenu différent de jadis; en plus on a l'impression que les gens aimeraient adopter d'eux-mêmes ces nouveautés, alors qu'on doit les leur imposer par tous les moyens et même en faisant couler le sang; dans cette situation, où tout est bouleversé et où tout doit être bouleversé, la moindre des choses serait vraiment que ceux qui occupent la scène montrent autant au peuple que les anciens comment faire, où et quand. Mais voilà, il ne se passe rien du tout, ceux qui parlaient jadis sont muets comme un tombeau et, s'ils parlent, ce n'est qu'en faveur de l'ordre ancien et non du nouveau.

Christophe : Naturellement; même celui qui a dû quitter un riche bailliage reste habituellement muet, lui aussi ; et, s'il en parle, il le fait évidemment aussi contre le nouveau bailli !

Les paysans : Mais pourquoi le nouveau bailli ne parle-t-il pas en son nom ? Pourquoi maintenant déjà les nouveaux patriotes tournent-ils le dos au petit peuple ? Pourquoi leurs élus et bénéficiaires s'assemblent-ils presque uniquement entre eux ? Pourquoi sont-ils si peu coutumiers d'une douce et agréable amabilité ? Que veulent-ils avec leur liberté s'ils ne veulent et ne peuvent chercher le cœur chez l'homme ? Que veulent-ils avec

leur égalité s'ils se font plus importants qu'ils ne sont ? Que veulent-ils avec leur égalité si, dès qu'un homme pauvre ou insignifiant se trouve devant eux, ils froncent les sourcils et se font une tête seigneuriale - faisant précisément eux-mêmes en cet instant ce dont ils se plaignaient jadis si fort !

Christophe : Ah, mon Dieu, tais-toi ! Ne confonds pas la nouvelle constitution avec l'échantillon de ses nouveaux administrateurs et surtout pas avec tous ces hommes confus qui ont vieilli sous l'ancien gouvernement. La nouvelle constitution nous fera et doit nous faire civiquement meilleurs; mais jusque là, nous ne devons pas oublier que nous ne le sommes pas encore et que nous devons dès lors nous contenter, sans manquer d'égards pour notre entourage et pour nous, de ce que nous sommes.

Les paysans : C'est juste; on ne peut pas aller à cheval si on ne nous donne qu'un poulain.

Christophe : Oui, et si on a la phtisie, on ne veut surtout pas déjeuner dans le même plat qu'un solide gaillard.

Les paysans : C'est également juste.

Christophe : Actuellement nous ressemblons à des plantes sorties d'un sol pauvre et piétiné et mises dans la terre fraîche; et nous devons maintenant, si frêles que nous soyons, germer et nous développer ensemble dans ce sol neuf et, par conséquent, prendre soin de nous et veiller chaque heure à développer de meilleures racines pour bien pousser.

Les paysans : Mais qui pourrait mieux nous y aider qu'une plus grande courtoisie des nouveaux fonctionnaires ?

Christophe : Bien sûr ! Mais que leur voulez-vous actuellement, compte tenu de ce qu'ils sont et de ce que sont les circonstances ? Maintenant, tous sont quasiment devant un travail forcé et nécessaire; il ne faut tout de même pas vous préciser qu'en cas d'incendie ou d'inondation on n'exige de

personne d'être aussi courtois et gentil qu'une fois le sinistre fini.

Les paysans : A cela il n'y a rien à redire; mais tout ce travail sous pression ne devrait quand même pas les amener à utiliser dans leurs circulaires tant de mots français et latins !

Christophe : Justement; avec un peu plus de temps de réflexion, ils se rendraient au moins compte des termes qu'ils devraient vous envoyer; en tout cas ces mots latins prouvent bien qu'ils ne réfléchissent pas assez à la manière de s'exprimer pour mieux se faire comprendre de vous.

Les paysans : Ils pourraient pourtant bien y réfléchir, car nous-mêmes et la liberté en valent bien la peine.

Christophe : Sans aucun doute; mais ces auteurs sont eux-mêmes aussi neufs que les textes qu'ils écrivent; seulement, vous pouvez bien leur dire que vous ne les comprenez pas et je vous dis qu'ils apprendront à écrire en *allemand pour vous*.

Les paysans : Cela, nous n'y croyons quand même pas si facilement.

Christophe : Pourquoi pas ?

Les paysans : De notre vie nous n'avons encore connu de gratte-papier qui, en toute innocence, ait cru remplir sa tâche en s'assignant d'écrire clairement en allemand pour nous !

Christophe : Il y a bien là quelque chose de vrai !

Les paysans : Mais ce n'est pas le pire; maintenant et depuis longtemps manquent partout des personnalités acceptées et aimées des gens du peuple, et cette carence est devenue encore plus grande depuis la Révolution. C'est pour cette raison qu'il y a de si grandes lacunes dans tout ce qui est bien et devrait être bien, et voilà pourquoi nulle part on ne croit à ce bien qu'on nous a prédit; on nous dit par exemple de vouloir nous élever à plus d'humanité, mais que devons-nous en penser si on

ne veut pas dialoguer avec nous; vraiment cela ne tient pas debout, vouloir faire un homme et pourtant ne pas vouloir parler avec lui !

Christophe : Pourtant il y a aussi des parents qui parlent peu avec leurs enfants et s'en occupent bien.

Les paysans : Nous le savons bien, c'est vrai qu'il y a de telles situations, mais reste malgré tout cette manière d'être inamicale, et c'est une faute !

Christophe : Oui ! Mais s'occuper correctement des affaires courantes est l'essentiel, et pensez à ce propos combien l'amitié hypocrite de jadis serait dans les circonstances actuelles un plus grand mal encore.

Les paysans : Nous ne te contredirons pas là-dessus, nous connaissons trop bien ces maux par expérience.

Christophe : Les préjudices seraient incalculables en ce moment de grands changements dans l'Etat. Alors, Dieu merci, il n'y a rien de tout cela et, Dieu merci, une certaine brusquerie et dureté passagère nous oblige à être plus francs envers nous et les autres, ce que peut-être nous n'étions pas.

Les paysans : Ce fut toujours ta nature de voir partout le meilleur; mais tu n'en es pourtant pas devenu plus riche.

Christophe : N'est-ce pas aussi une richesse de vivre avec des gens qui savent qu'on est sincère ?

Les paysans : Si c'est cela qui te rend riche, tu es certainement le plus riche d'entre nous.

Cela toucha le brave homme. "Si votre confiance, dit-il, pouvait maintenant servir la patrie comme je le désire, je penserais vraiment être l'homme le plus riche de la terre." Il se tut un moment puis continua : "Au nom de Dieu, nous devons maintenant plus que jamais essayer nous-mêmes de servir notre patrie, sinon cela n'ira pas; rien ne peut marcher, et maintenant

moins que jamais, si chacun à sa place n'aide pas son voisin, et même son ennemi, pour que tout marche. Cela ne marchera jamais si chacun comme jadis ne se soucie que de lui-même et vit au jour le jour, sans se soucier de la bonne marche de la patrie, en se disant : "De toute chose il y a déjà des gens qui se soucient". Nous ne devons pas oublier que les personnes qui doivent s'occuper de tout ont beaucoup plus besoin de la collaboration de tous les braves gens du pays que les seigneurs de jadis; et chaque homme qui y voit un peu clair se rend bien compte combien il est nécessaire pour la patrie que tous ensemble tirent à la même corde, et qu'il faut de notre propre initiative chercher à pallier ce que les nouvelles autorités n'arrivent pas à faire. Chers voisins, la patrie nous demande de ne pas nous laisser aller à l'orgueil ! Au nom de Dieu, nous devons maintenant voir ce que font les nouvelles autorités plutôt que ce qu'elles disent et, si elles ne viennent pas nous chercher, c'est à nous d'aller vers elles; nous devons envoyer les patriotes les plus fidèles et les plus honnêtes d'entre nous auprès des plus fidèles et des plus honnêtes patriotes parmi nos autorités, cherchant auprès d'elles une confiance qu'elles nous donnent *insuffisamment*, empêchées qu'elles sont par les circonstances actuelles.

"La patrie est encore en détresse et en danger, mais nous pouvons diminuer cette détresse et ces dangers qui nous guettent par une franche confiance; mais nous pouvons aussi les accroître par manque de confiance. Chers voisins, laquelle de ces deux possibilités voulons-nous, devons-nous réaliser ? Les autorités nous remercieront si nous faisons ce qui est notre devoir sacré.

"Amis, frères ! Vous verrez l'émotion dans leurs yeux quand la mélancolie se dessinera sur vos fronts et que vos mains, dans les leurs, trembleront par souci et fidélité pour la patrie."

Il ajouta encore : "Amis, frères ! *C'est cela la liberté, c'est cela l'égalité.* Mais justement, cette liberté et cette égalité, les autorités ne peuvent les créer à elles seules; c'est *avec vous* qu'elles doivent se créer, et avec les autorités; et ainsi cela ira."

Le brave homme avait maintenant les larmes aux yeux, et les larmes augmentent l'émotion chez les êtres humains. Les voisins virent cette émotion dans ses yeux et se turent; et, de la même manière que le soleil levant éclaire la nuit et amène le jour, l'obscurité fut chassée des fronts de ces hommes, qui s'éclairèrent.

"Oh, Dieu, se disaient-ils maintenant, si c'est vraiment ainsi, comme nous aimerions tout faire pour que ce qui est juste et en notre pouvoir rentre à nouveau dans l'ordre et que, de nouveau, règne entre les hommes cet amour qui semble comme balayé depuis la Révolution."

Christophe sècha ses yeux et dit : "Si maintenant la patrie entière et les nouvelles autorités pouvaient sentir combien est cordiale notre sincérité envers la patrie; car c'est ainsi qu'agissent les foules qui, dans un moment malheureux et sur un mot, peuvent provoquer des meurtres et des incendies et qui, malgré cela, sont au fond de leurs coeurs aussi fidèles et attachées que nous."

Il dit encore : "Les nouvelles autorités veulent certainement faire beaucoup de bien; avec plus de précautions qu'on n'en a jamais pris, elles veulent faire de nous des hommes meilleurs; elles veulent plus que jamais instruire et éduquer tous les enfants, ainsi que les pauvres du pays, et combien de bonheur et de richesses cela apportera au pays une fois cette intention accomplie ! Mes amis, une autorité qui vous amènera à tant remercier Dieu et elle-même, une telle autorité n'abolira jamais votre religion; elle devra fortifier et fortifiera en vous les forces de la religion comme jamais encore auparavant des autorités ne le firent." Il ajouta encore : "La croyance est amour et, là où est l'amour, Dieu parmi nous a son sanctuaire." L'émotion était maintenant aussi forte et sincère chez les voisins que devant le lit de mort de ma défunte grand'mère ⁽⁸⁾.

⁽⁸⁾ Le narrateur fait ici mention de son ouvrage *Léonard et Gertrude* dont la seconde version paraît en 1792.

Un instant tout fut silencieux; ils se donnèrent spontanément la main, et ces hommes qui se révoltaient bruyamment à peine une demi-heure plus tôt contre le nouvel ordre du pays, ces hommes burent bientôt à la santé de la liberté, de l'égalité et des nouvelles autorités; et ils promirent à Christophe de ne plus se laisser aller comme aujourd'hui à tant de bruit au village, mais de se confier aux nouvelles autorités, certes avec vigilance, mais aussi avec espoir et amour; et l'homme qu'ils choisirent en cet instant pour aller demander au gouvernement les précisions dont ils avaient besoin, cet homme fut Christophe. Il accepta cette tâche avec émotion, comme on pouvait s'y attendre. Il l'accomplit si soigneusement qu'en peu de semaines tout le village s'éleva avec un attachement résolu aux vraies notions de liberté et d'égalité.